



Tribunal international chargé de
poursuivre les personnes présumées
responsables de violations graves
du droit international humanitaire
commises sur le territoire de
l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Affaire n° : IT-04-74-T

Date : 14 décembre 2009

Original : FRANÇAIS

LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE III

Composée comme suit : M. le Juge Jean-Claude Antonetti, Président
M. le Juge Árpád Prandler
M. le Juge Stefan Trechsel
M. le Juge Antoine Kesia-Mbe Mindua, Juge de réserve
Assistée de : M. John Hocking, Greffier

Décision 14 décembre 2009
rendue le :

LE PROCUREUR

c/

Jadranko PRLIĆ
Bruno STOJIC
Slobodan PRALJAK
Milivoj PETKOVIC
Valentin ĆORIĆ
Berislav PUŠIĆ

PUBLIC

CORRIGENDUM À « L'ORDONNANCE PORTANT ADMISSION D'ÉLÉMENTS DE PREUVE RELATIFS AU TÉMOIN DW »

Le Bureau du Procureur :

M. Kenneth Scott
M. Douglas Stringer

Les Conseils des Accusés :

M. Michael Karnavas et Mme Suzana Tomanović pour Jadranko Prlić
Mme Senka Nožica et M. Karim A. A. Khan pour Bruno Stojić
M. Božidar Kovačić et Mme Nika Pinter pour Slobodan Praljak
Mme Vesna Alaburić et M. Nicholas Stewart pour Milivoj Petković
Mme Dijana Tomašegović-Tomić et M. Dražen Plavec pour Valentin Ćorić
M. Fahrudin Ibrišimović et M. Roger Sahota pour Berislav Pušić

LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE III (« Chambre ») du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (« Tribunal »),

PROPRIO MOTU,

VU l'« Ordonnance portant admission d'éléments de preuve relatifs au Témoin DW » rendue à titre public par la Chambre le 4 décembre 2007 (« Ordonnance du 4 décembre 2007 »),

ATTENDU que l'annexe jointe à l'Ordonnance du 4 décembre 2007 est libellée comme suit :

Numéro d'élément de preuve	Partie proposant l'admission de l'élément de preuve	Admis/Non admis/Marqué aux fins d'identification (MFI)
P 06518	Défense Praljak	Admis

ATTENDU que la Chambre relève que l'élément de preuve P 06518 est un document confidentiel protégé par l'article 70 du Règlement de procédure et de preuve (« Règlement ») et qu'en conséquence, il aurait dû être placé sous scellés,

ATTENDU que la Chambre constate donc qu'une erreur s'est glissée dans l'Ordonnance du 4 décembre 2007 et qu'il convient de la rectifier dans l'intérêt de la justice,

ATTENDU qu'il convient donc de libeller l'annexe jointe à l'Ordonnance du 4 décembre 2007 comme suit :

Numéro d'élément de preuve	Partie proposant l'admission de l'élément de preuve	Admis/Non admis/Marqué aux fins d'identification (MFI)
P06518	Défense Praljak	Admis sous scellés

PAR CES MOTIFS,

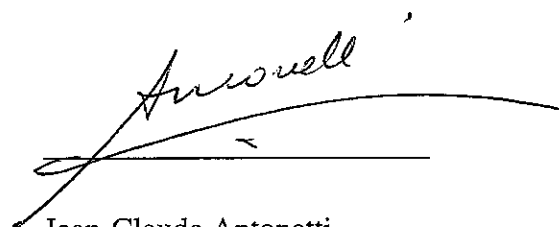
EN APPLICATION de l'article 54 et de l'article 70 du Règlement,

ORDONNE que l'élément de preuve proposé P 06518 soit placé sous scellés **ET**,

ORDONNE que l'Ordonnance du 4 décembre 2007 soit libellée comme suit :

Numéro d'élément de preuve	Partie proposant l'admission de l'élément de preuve	Admis/Non admis/Marqué aux fins d'identification (MFI)
P06518	Défense Praljak	Admis sous scellés

Fait en anglais et en français, la version en français faisant foi.



Jean-Claude Antonetti
Président de la Chambre

Le 14 décembre 2009

La Haye (Pays-Bas)

[Sceau du Tribunal]